

En 2019, d'après le Baromètre d'opinion de la DREES, en France métropolitaine, 19 % des personnes s'estiment pauvres et 19 % supplémentaires pensent qu'elles risquent de le devenir dans les cinq prochaines années. Le sentiment d'une hausse, passée comme future, de la pauvreté et de l'exclusion sociale en France est très communément partagé et deux tiers des Français sont favorables à une revalorisation du revenu de solidarité active (RSA). Parmi eux, seule une personne sur quatre serait toutefois disposée à payer davantage d'impôts ou de cotisations pour la financer. Le montant de ressources garanti par le RSA est très éloigné du revenu considéré par les Français comme le minimum pour vivre, évalué à 1 710 euros par mois en moyenne pour une personne seule.

### La part des personnes se considérant comme pauvres reste stable en 2019

Les données du millésime 2019 du Baromètre d'opinion de la DREES (voir annexe 1.1) confirment les évolutions enregistrées en 2018. 19 % des Français s'estiment en situation de pauvreté<sup>1</sup> et 19 % supplémentaires pensent qu'ils peuvent le devenir dans les cinq prochaines années (*graphique 1*). À l'inverse, 61 % des Français se considèrent à l'abri de ce risque. Après une augmentation globale de 5 points entre 2017 et 2018, et de 11 points parmi les ouvriers, la part des personnes qui se considèrent comme pauvres se maintient en 2019 (*graphique 2*).

Le sentiment d'exposition au risque de pauvreté varie très fortement selon le niveau de vie<sup>2</sup> : en 2019, 87 % des personnes appartenant aux 20 % des ménages les plus aisés se sentent protégés, contre seulement 33 % de celles appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes. De même, six cadres supérieurs et membres des professions libérales sur sept s'estiment à l'abri de la pauvreté pour les cinq prochaines années, un sentiment partagé par seulement un employé sur deux et par moins de la moitié des ouvriers<sup>3</sup>.

Ce sentiment de protection à l'égard du risque de pauvreté est en hausse de 3 points par rapport à 2018 ; il s'est même accru de 6 points parmi les 20 % des Français les plus modestes.

### Le sentiment que la pauvreté et l'exclusion vont augmenter en France reste très répandu

Même si la majorité des Français se sentent à l'abri du risque de pauvreté, 85 % d'entre eux déclarent que ce sujet les préoccupe personnellement. Cette proportion est élevée, comme celle des personnes qui se disent préoccupées par le niveau des salaires et du pouvoir d'achat (90 %) ou par celui du chômage (75 %). Neuf personnes sur dix pensent que la pauvreté et l'exclusion ont augmenté depuis cinq ans (*graphique 3*). Après avoir augmenté régulièrement entre 2004 et 2011, cette part est relativement stable depuis 2011. Au total, entre 2004 et 2019, elle a crû de 6 points.

La part des personnes qui considèrent que la pauvreté et l'exclusion vont augmenter à l'avenir a fortement progressé jusqu'en 2016, puis a légèrement diminué depuis (+13 points entre 2004 et 2019).

1. À titre de référence, le taux de pauvreté monétaire au seuil de 60 % du niveau de vie médian en France métropolitaine est de 14,1 % en 2017 (voir fiche 03).

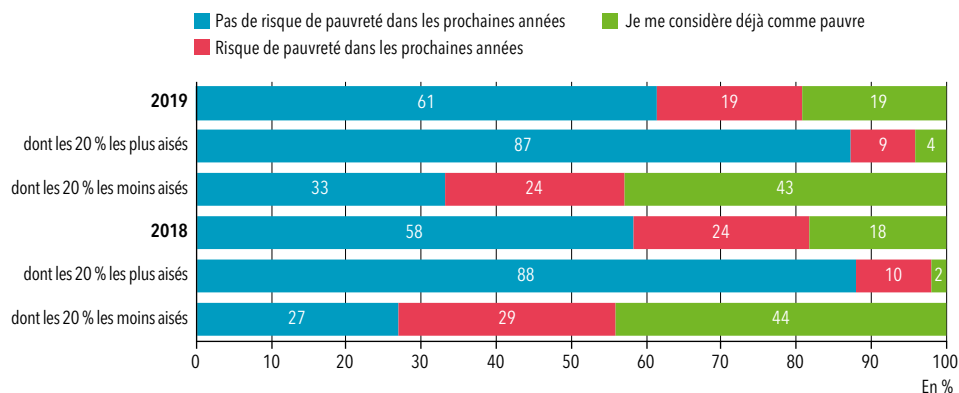
2. Le niveau de vie s'entend dans cette fiche comme le revenu déclaré par unité de consommation (UC) du ménage.

3. Il s'agit de la profession actuelle pour les personnes en emploi et de la dernière profession pour les personnes sans emploi.

En revanche, si la préoccupation pour le chômage reste forte, la crainte vis-à-vis du chômage pour soi ou son entourage semble reculer au sein de la population. En 2019, 32 % des personnes qui ne sont

pas à la recherche d'un emploi redoutent qu'elles-mêmes ou l'un de leurs proches se retrouvent au chômage à court terme, un chiffre qui s'élevait à 36 % en 2018, 41 % en 2017 et 45 % en 2016.

### Graphique 1 Perception de la situation personnelle vis-à-vis de la pauvreté, en 2018 et en 2019



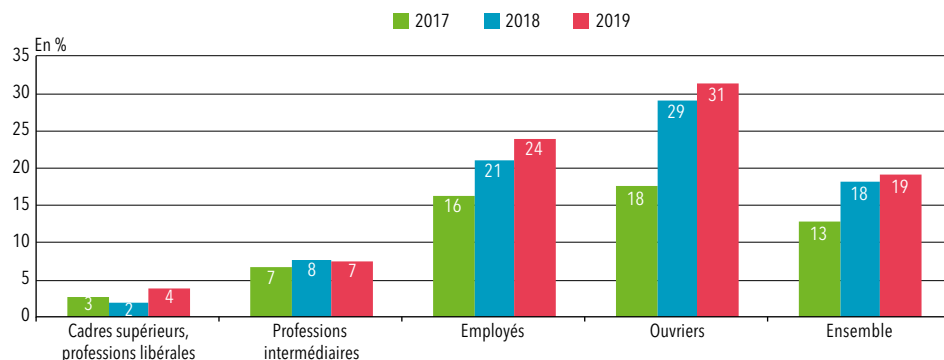
**Note** > Question posée : « Et vous, personnellement, pensez-vous qu'il y ait un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? Oui, plutôt/Non, plutôt pas/Je me considère déjà comme pauvre. » Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 6 % des réponses en 2019 comme en 2018.

**Lecture** > La proportion des Français qui se considèrent comme pauvres est passée de 18 % en 2018 à 19 % en 2019.

**Champ** > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source** > DREES, Baromètre d'opinion 2018-2019.

### Graphique 2 Sentiment de pauvreté selon la catégorie socioprofessionnelle, de 2017 à 2019



**Notes** > Question posée : « Et vous, personnellement, pensez-vous qu'il y ait un risque que vous deveniez pauvre dans les cinq prochaines années ? Oui, plutôt/Non, plutôt pas/Je me considère déjà comme pauvre. »

Catégorie socioprofessionnelle : il s'agit de la profession actuelle des personnes en emploi et de la dernière profession dans le cas des personnes sans emploi. Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 6 % des réponses en 2019 comme en 2018 et 1 % des réponses en 2017. La catégorie « Ensemble » regroupe aussi les personnes qui ne sont pas dans l'une des quatre catégories socioprofessionnelles présentées.

**Lecture** > La proportion des ouvriers qui se considèrent comme pauvres est passée de 29 % en 2018 à 31 % en 2019.

**Champ** > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source** > DREES, Baromètre d'opinion 2017-2019.

## Un soutien toujours aussi marqué à une hausse du RSA et du smic

Les Français restent très majoritairement favorables à l'idée d'une hausse des minima sociaux. Ainsi, en 2019, près de deux Français sur trois se prononcent en faveur de l'augmentation du revenu de solidarité active (RSA), contre un peu moins d'un Français sur deux en 2014. Pour autant, seuls 26 % d'entre eux sont prêts à financer la hausse qu'ils préconisent par une augmentation de leurs impôts ou cotisations.

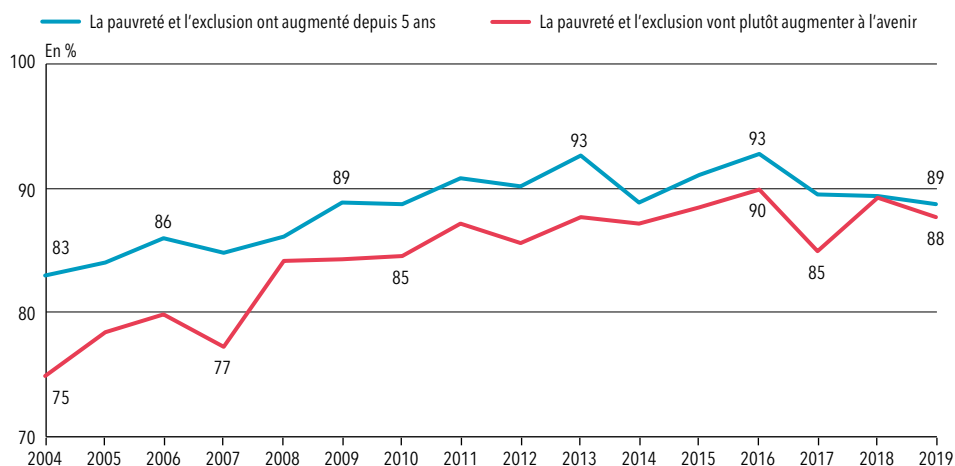
Les montants garantis par les minima sociaux (voir fiche 08) restent inférieurs à ce que de nombreux Français estiment être le revenu minimum dont un individu doit disposer pour vivre<sup>4</sup>. En effet, pour une personne seule, les minima sociaux garantissent des niveaux de revenu compris, en général, entre 560 et 870 euros par mois<sup>5</sup>.

Or, seuls 2 % des Français évaluent le minimum pour vivre à 870 euros mensuels ou moins pour une personne seule et 16 % des Français évoquent un montant de 1 200 euros ou moins, relativement proche du smic net<sup>6</sup>. La moyenne du revenu jugé minimum pour vivre se situe à 1 710 euros par mois en 2019 contre 1 760 euros en 2018 et 1 570 euros en 2017, prolongeant ainsi la tendance croissante observée depuis 2008, année où elle s'établissait à 1 330 euros par mois.

## Trois Français sur quatre pensent que le non-recours aux prestations et aux droits sociaux est important

Le non-recours aux prestations sociales se définit comme le fait d'être éligible à une prestation sociale et de ne pas en bénéficier. Ce phénomène peut être important pour certaines prestations.

### Graphique 3 Perception de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion, depuis 2004



**Note >** Questions posées : « Selon vous, depuis cinq ans, la pauvreté et l'exclusion en France ont diminué/ont augmenté/(sont restées stables) ? », « Et à l'avenir, pensez-vous que la pauvreté et l'exclusion en France vont plutôt augmenter/vont plutôt diminuer/(resteront stables) ? » Les modalités entre parenthèses ne sont pas proposées explicitement par les enquêteurs.

**Lecture >** La proportion des Français qui estiment que « la pauvreté et l'exclusion vont plutôt augmenter à l'avenir » est passée de 75 % en 2004 à 88 % en 2019.

**Champ >** Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source >** DREES, Baromètre d'opinion 2004-2019.

4. La question posée est la suivante : « Selon vous, pour vivre, quel est le montant dont doit disposer au minimum un individu par mois (en euros) ? »

5. Il s'agit des montants maximaux servis respectivement au titre du RSA et du minimum vieillesse au moment de l'enquête. Le montant du minimum vieillesse a été revalorisé à 903,20 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

6. 89 % des personnes interrogées se prononcent en faveur d'une hausse du smic, soit 3 points de moins qu'en 2018.

Trois Français sur quatre estiment que de nombreuses personnes ne bénéficient pas des droits et allocations auxquels elles peuvent prétendre, un chiffre élevé, similaire à celui observé en 2018 mais en recul de 10 points par rapport à 2017 (tableau 1). Symétriquement, les trois quarts des Français jugent également que beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit (+4 points par rapport à 2018).

Les populations les plus fragiles sont un peu plus souvent convaincues que les autres de l'ampleur du phénomène de non-recours. Parmi les 20 % des ménages les plus modestes, 79 % considèrent que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits auxquels elles peuvent prétendre, contre 65 % parmi les 20 % les plus aisés. L'évaluation de l'importance de la fraude est en revanche similaire pour tous les niveaux de revenus.

Les causes du non-recours peuvent être multiples. Le manque d'information sur les aides ou sur les organismes auxquels s'adresser est la première cause mentionnée, loin devant les autres (42 % des Français et même 46 % parmi les personnes ayant bénéficié du RSA, d'allocations chômage ou de prestations liées au handicap durant l'année écoulée) [graphique 4]. Cette part a toutefois reculé de 14 points depuis 2016 pour l'ensemble de la population. Un quart des Français expliquent le non-recours par la complexité ou la longueur des démarches à entreprendre. Enfin, un cinquième des Français invoquent un autre motif : une crainte de répercussions négatives, un rejet des contrôles associés à la perception des prestations ou un refus de dépendre de l'aide sociale et d'être considérés comme des « assistés ». ■

**Tableau 1** Opinion des Français concernant l'importance du non-recours et de la fraude sociale, selon leur niveau de vie, en 2019

Quintiles de niveau de vie	En %	
	Beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre	Beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit
Premier quintile (20 % des ménages les plus modestes)	79	71
Deuxième quintile	73	74
Troisième quintile	74	76
Quatrième quintile	72	75
Cinquième quintile (20 % des ménages les plus aisés)	65	73
<b>Ensemble</b>	<b>72</b>	<b>74</b>

**Note** > Question posée : « Il existe, dans notre pays, un certain nombre de droits, de services et d'allocations pour aider les citoyens à faire face aux différents risques sociaux : handicap, dépendance, vieillesse, chômage, maladie, précarité, exclusion, etc. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes ?

1. Beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre.

2. Beaucoup de personnes perçoivent des allocations alors qu'elles n'y ont pas droit. »

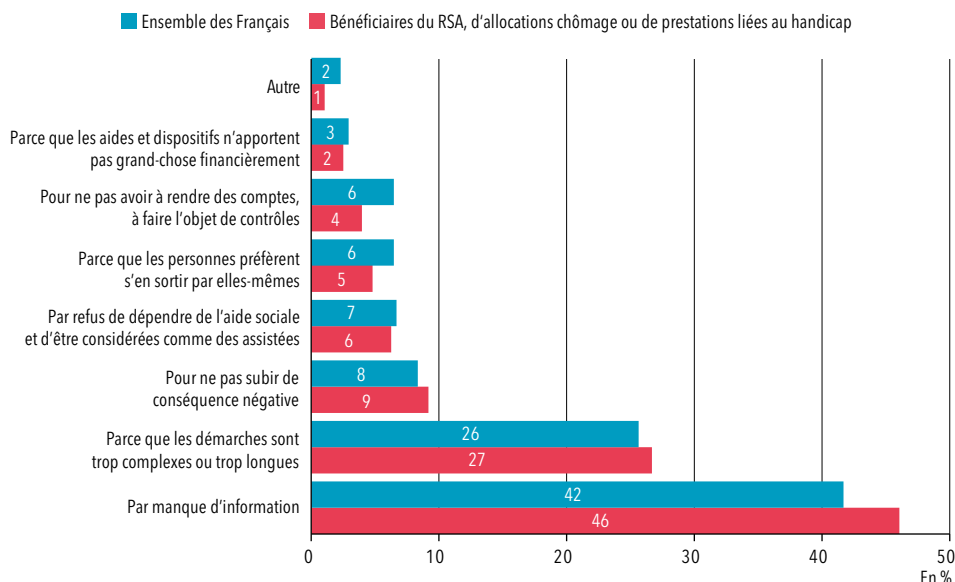
Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 6 % des réponses en 2019 et 7 % des réponses en 2018 pour la première question, 6 % en 2019 comme en 2018 pour la seconde.

**Lecture** > 79 % des Français appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'idée que beaucoup de personnes ne bénéficient pas des droits ou allocations auxquels elles peuvent prétendre.

**Champ** > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source** > DREES, Baromètre d'opinion 2019.

### Graphique 4 Raisons principales pouvant expliquer le non-recours aux aides et dispositifs sociaux selon les Français, en 2019



**Note** > Question posée : « Pour quelle raison principale pensez-vous que certaines personnes ne bénéficient pas d'allocations, droits, aides ou tarifs sociaux auxquels elles peuvent prétendre ? » Ces résultats sont calculés hors « Ne se prononce pas », une modalité qui représente 3 % des réponses en 2019.

**Lecture** > 42 % des Français estiment que la raison principale du non-recours est le « manque d'information sur les aides ou sur les organismes auxquels s'adresser ». Cette proportion s'élève à 46 % parmi les personnes qui déclarent avoir perçu le RSA, des allocations chômage ou des prestations liées au handicap, à l'invalidité ou à la dépendance, au cours des douze derniers mois.

**Champ** > Personnes résidant en France métropolitaine et âgées de 18 ans ou plus.

**Source** > DREES, Baromètre d'opinion 2019.

#### Pour en savoir plus

> Antunez, K., Papuchon, A. (2019, avril). Les Français plus sensibles aux inégalités de revenus et plus attachés au maintien des prestations sociales. DREES, *Les Dossiers de la DREES*, 35.

> Duvoux, N., Papuchon, A. (2018, décembre). Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale. *Revue française de sociologie*, 59/4.

> Lardeux, R., Pirus, C. (2020, juin). Le pouvoir d'achat, la pauvreté et les inégalités de revenus préoccupent toujours aussi fortement les Français – Synthèse des résultats du Baromètre d'opinion de la DREES 2019. DREES, *Les Dossiers de la DREES*, 60.